



## ***CLUB CONVAINCRE DU RHONE***

***Forum du lundi 13 Janvier 2025***

***animé par Dominique Bolliet***

**La situation politique en France**

*Depuis le 7 juillet 2024, la Vème République doit faire face à la disparition du « fait majoritaire » et apprendre à vivre avec la tripartition de l'Assemblée Nationale, reflet des divisions profondes de notre nation. Comment les partis politiques de « l'arc républicain » peuvent-ils construire les compromis nécessaires pour permettre à notre pays de faire face aux urgences du moment ?*

\*\*\*

Je place ce forum sous le double signe du soulagement et de l'incertitude. Ce forum vient à la fois à point nommé, trois semaines après la double ouverture politique de Bayrou et du PS et un jour trop tôt, tant rien n'est encore joué, avant la déclaration de politique générale de Bayrou, demain. On pourra alors voir ce qui a changé.

Je rappelle les données de la situation. Michel Barnier nommé le 5 septembre après un été très confus. Il a démissionné le 5 décembre. François Bayrou a été nommé une semaine plus tard. Le parlement n'a pas changé.

Le résultat des législatives nous a soulagé car le front républicain a fonctionné mieux que ce que nous espérions et empêche une forte majorité relative du RN. Le front républicain a fonctionné entre les Macronistes et le Nouveau Front Populaire.

**Le RN, apparaît comme le perdant du second tour au regard de la grande peur qui a saisi les Français**

**Si la gauche est en tête, elle a été battue au premier tour par le RN et domine le second grâce au Front Républicain tout en restant à 100 sièges de la majorité.**

Et tout de suite on voit une soirée confuse. Mélenchon intervient à 20 h 03 et exige l'application complète du programme du NFP. Aucune autre force du NFP n'a contrebalancé cette prise de position. Olivier Faure dit des choses un peu plus sensées mais pas assez clairement pour apparaître comme un leader alternatif. Sa seule réussite est d'ancrer l'idée que Mélenchon ne peut décemment prétendre au poste de premier ministre.

L'été 2024, nous avons perdu le fil du vote des Français faute de disposer de quelques responsables avec une bonne vision d'ensemble.

Michel Barnier est nommé. Au début, on imaginait qu'il saurait faire voter un budget. Il a manqué de la capacité de construction d'un compromis.

**S'agit-il d'une crise de régime ou bien d'une crise politique ?** Nos institutions sont-elles au bout du rouleau ? Il n'y a pas de majorité au Parlement, une première depuis les débuts de la cinquième république. Une majorité favorable ou en opposition au parti du président. **Je pense qu'on est plus dans une crise politique.** On voit bien que la réalité du pouvoir est auprès du premier ministre et du parlement. La démarche de compromis s'est enfin ouverte.

**La situation de blocage actuelle serait due d'abord au refus des responsables politiques de s'adapter à la tripartition de l'Assemblée nationale.** Autrement dit, elle s'explique par **l'incapacité des responsables politiques de s'adapter à la tripartition de l'Assemblée nationale**, sur fond de montée de l'extrême droite, phénomène mondial, qui déstabilise tous les régimes démocratiques.

**Il n'en reste pas moins que la situation de blocage traduit aussi une « dérive hyperprésidentialiste » de Macron.** Il se donne un rôle qu'il n'a plus les moyens d'exercer faute de majorité parlementaire. **J'ai lu avec intérêt divers articles et entretiens de Pierre Serna, historien et professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, inventeur du concept d'extrême centre.**

Pierre Serna, *L'extrême centre ou le poison français: 1789-2019*, 2019. Champ Vallon Editions, 20 €

Il dissocie république et démocratie. La république en 1792 a dû faire face à des menaces extérieures qui ont renforcé l'exécutif au détriment du Parlement.

La leçon de la Révolution française, c'est que la République peut devenir une dictature, si elle perd sa dimension démocratique.

L'extrême centre n'est pas un concept vague. Il ne désigne pas tous les centres, mais plutôt un moment très précis. Il a construit cet oxymore, associant « extrême » à une radicalité et « centre » à l'idée de modération.

**Pendant certaines crises de la décennie révolutionnaire, trois éléments étaient utilisés par ceux qui cherchaient à conserver ou conquérir le pouvoir.**

- En périodes de radicalité contre-révolutionnaire ou révolutionnaire, **l'appel à la modération était le premier élément**, une exigence pour sortir de la crise politique.
- **Le deuxième élément était une souplesse politique proche du girouettisme.** Dans certains moments, au nom du réalisme imposé par la crise, il était accepté de changer de parti, d'idées, de se déplacer sur l'échiquier politique, illustrant

une flexibilité politique où les principes étaient relégués au second plan, voire considérés comme dangereux en incitant à la radicalité.

- **Le troisième élément consistait à conquérir et renforcer le pouvoir exécutif pour que cette politique devienne opératoire.** Bien que la Révolution ait glorifié le pouvoir législatif, dès le début, la primauté du pouvoir exécutif s'est imposée.

Ce système a fonctionné dans des moments de crise politique depuis 1792, tels que Thermidor (1794), le Consulat (1799), les Cent-Jours (1815), quelques épisodes de la IIIe République (Boulangier, puis sa fin avec Pétain), et 1958.

Le girouettisme politique n'est pas simplement le combat pour défendre la raison de l'État au-dessus des partis, comme il se présente lui-même. Il est également l'histoire de parcours individuels qui, grâce à des opportunités politiques, ont réussi à faire carrière, voire à construire leur propre fortune ou célébrité. Ce phénomène complexe a influencé la gouvernance du pays en introduisant des acteurs aux trajectoires individuelles souvent motivées par l'opportunisme politique. Toute ressemblance avec le parcours de Macron...

Le pouvoir exécutif prédomine au détriment du pouvoir législatif dans cette configuration d'extrême centre.

Macron n'a pas pris la mesure de ce qui se passe dans le pays. La clarification qu'il attendait en juin n'a pas eu lieu et il n'a pas permis au pays d'y faire face.

Pierre Serna évoque l'idée d'une «schizophrénie sociétale » provoquée par le macronisme. La contradiction permanente entre discours et réalité impacte la société. Lors de son élection, il a utilisé un programme qu'il a qualifié de « Révolution ».

Et dans la réalité, il met en œuvre un programme très libéral, loin des valeurs d'une République démocratique et sociale que son discours pourrait laisser penser.

Il y a donc un décalage entre les paroles et les actes, une confusion qui brouille la compréhension de ce qui est dit et de ce qui est réellement fait.

Le 9 juin 2024, Emmanuel Macron décide de dissoudre l'Assemblée nationale à la suite des résultats historiques du Rassemblement national aux élections européennes. « *Dans ce contexte, le champ sémantique de la folie irrigue le débat politique comme jamais* », associé, dans la bouche du Président de la République, au terme de « *clarification* ». Pour le sociologue Marc Joly, auteur de *La Pensée perverse au pouvoir*, la « *superposition* » des deux est symptomatique, alors que tout est fait pour que la clarification annoncée soit impossible. Macron « *a inventé la clarté confuse, la clarté dans le brouillard de la peur et de l'incompréhension.* »

Au bout du compte, le Président de la République en vient à s'allier avec la droite, ce qu'il aurait pu faire avant et sans dissolution, le tout au mépris de la logique des institutions, qui aurait voulu qu'il appelle le Nouveau Front Populaire (NFP), arrivé en tête, pour essayer de former un nouveau gouvernement. Pour Joly, une « *folie narcissique* » est bien à l'œuvre.

**Je vois une double rupture avec l'arrivée de Bayrou.**

**Une rupture entre Macron et Bayrou.** Bayrou s'est imposé et a mis le doigt sur la faiblesse politique de Macron.

**Le parti socialiste est enfin sorti de sa dépendance à la France insoumise.** Il en revient à la nécessaire recherche de compromis qui lui permet de contribuer à une stabilité gouvernementale.

Cette double rupture est essentielle. J'étais dubitatif sur ce que pouvait faire Bayrou. Il a fait le choix d'amener au gouvernement des personnalité fortes. Nous arrivons sur un processus de décision qui permet de retrouver une capacité d'action.

Les atouts de Bayrou :

- Son indépendance par rapport à Macron
- Sa capacité de négociation (écoute, réseaux)
- Son gouvernement

**Parmi les ministres de plein exercice**

**Mme Elisabeth BORNE**, ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;

**Mme Catherine VAUTRIN**, ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles ;

**M. Eric LOMBARD**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ;

**Mme Agnès PANNIER-RUNACHER**, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche ;

**M. Laurent MARCANGELI**, ministre de l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification ;

**Auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :**

**Mme Amélie de MONTCHALIN**, ministre chargée des Comptes publics ;

**M. Marc FERRACCI**, ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie ;

Laurent Marcangeli et Eric Lombard apportent de l'espoir. Eric Lombard a fait une carrière dans les finances qui lui donne une légitimité dans le milieu financier et économique.

**Où en sont le PS, les Ecologistes et les Communistes ?**

**Le débat porte en particulier sur les retraites.**

Le PS demande une suspension des réformes, cela ne signifie pas interrompre le processus d'évolution. La suspension permet de revenir à la brutalité politique de son adoption avec un 49 3. Une telle réforme demande de faire fonctionner la démocratie sociale puis la démocratie politique.

Le deuxième sujet est l'adoption du budget. Eric Lombard est à la manœuvre. Il est parvenu à faire passer l'idée d'une augmentation de la flat tax et d'autres impôts tels celui sur des rachats d'actions et des revenus les plus hauts.

**Le PS a besoin d'obtenir assez de gage pour justifier l'absence de censure. Rien n'est encore joué.**

\*\*\*

**Le débat**

\*\*\*

Merci pour ce rappel. Il convient de dire et redire que Macron n'a jamais eu l'idée de nommer un premier ministre de gauche. Il voulait absolument maintenir sa ligne politique.

Notons qu'une réforme des retraites à points demande au moins un an de préparation. La suspension peut permettre de limiter les injustices. J'attends des avancées car Bayrou a pris la légitimité pour le faire. Sinon, le pillage des ressources de Macron nous mène à une crise certaine.

Réjouissons-nous car Eric Lombard est un ancien rocardien et on reconnaît sa méthode. Je m'inquiète des réactions de Larcher et Wauquiez. Comment Bayrou va-t-il y résister alors que son gouvernement a plusieurs poids lourds républicains ?

Crise de régime ou crise politique ? Les Français ont dit qu'ils ne voulaient pas du RN. Donc ils demandaient aux autres partis de s'entendre pour gouverner. La faillite des politiques en la matière les amène à penser à une crise politique grave sur la représentation des français.

Pétain voulait la révolution nationale comme le veut l'extrême droite et l'extrême gauche aujourd'hui.

L'économie est à l'arrêt du fait que les entreprises sont en attente. Cela commence à avoir des effets sur l'emploi. L'incapacité des politiques à faire leur travail a des effets néfastes

La situation française très instable prend place dans un monde européen lui aussi plus instable. Les élections allemandes sont incertaines. L'arrivée de Trump est déstabilisante. L'accord actuel sur le budget permettrait de passer de 6,4 à 5,3% de déficit. Une réduction bien plus faible que ce qu'attendent les financiers qui nous prêtent des milliards.

Je voudrais me situer dans l'hypothèse où le PS considère qu'il a assez de biscuit pour ne pas voter la censure qui ne manquera pas d'arriver de LFI. Comment cela peut durer ? Une logique sur trois mois de calmer le jeu qui va se jouer sur le budget et les retraites.

Sur les retraites revenir au point de départ de 2017 est bonne. La suppression de l'âge de la retraite pour ne parler que durée de cotisation est un bon point de départ.

Comment tenir jusqu'en 2027 ? Trouver des chantiers assez consensuels pour arriver à des votes communes. L'éducation, la santé, la lutte contre la drogue, la dose et les modalités de proportionnelle. Ces quatre points seront appréciés des citoyens.

Peut-on faire vivre une alliance PS PC Ecologistes sans les Insoumis qui permette de construire une issue politique de cet ensemble ?

Je souscris bien à ces interventions. Je lis le livre des mémoires d'Angela Merkel. Elle parle de la notion de compromis en Allemagne qui construit un programme et un gouvernement dure des mois. J'étais dubitatif des débuts de Bayrou, je deviens plus optimiste. Le principal problème qui subsiste est le retour sur des réformes de Macron. Le retour à des discussions avec les partenaires sociaux serait notable.

Depuis 2017, il y eu 50 Milliards de réductions de recettes en impôts et cotisations sociales. J'ai tendance à croire que Bayrou va obtenir un sursis.

### **Quelles dépenses réduire dans le budget de l'Etat ?**

Les dépenses les plus importantes sur lesquelles on peut jouer sont les dépenses fiscales. Macron a fortement augmenté ces dépenses. Ainsi, l'apprentissage coûte 25 Milliards donnés aux entreprises. Plus personne n'y croit. Certaines niches fiscales comme les locations meublées, les emplois CESU sont inefficaces et coûteuses.

Les dépenses publiques pures n'ont pas de marge sur les services publics. Il y a des marges sur les subventions. La droite a baissé les subventions sur la transition écologique. On se retrouve dans des contradictions majeures. Il faut considérer les dépenses publiques comme des investissements.

Le PPV avait proposé un document « Réduire le déficit tout en préparant l'avenir ». On y trouve des réductions de charges sur les dépenses néfastes à l'environnement (tarif

réduit sur le gazole des poids lourds, le gaz de la pétrochimie), le Crédit Impôt Recherche qui bénéficie principalement aux grandes entreprises. On peut réduire les exonérations sociales sur les familles. Ne plus donner des primes Macron sans cotisation sociale mais des augmentations de rémunération.

Crédit Impôt Recherche. Il n'y a aucun contrôle sur les résultats par les services des impôts. Les niches fiscales sont très nombreuses, plusieurs sont inutiles. Il y en a tellement que cela n'a pas d'effet.

On pourrait reprendre la répartition des compétences entre Etat, région, départements, communautés de communes génèrent des coûts importants.

L'inefficacité des subventions de l'Etat et de l'Europe sont connues. Le contrôle est très fort sur les dépenses, très faibles sur la réalité des travaux effectués. Pour faire autrement, cela suppose des contrôleurs compétents et prêts à engager des débats techniques ou scientifiques, une tâche bien plus difficile et incertaine que de compter les tickets de métro utilisés.

Dans mon entreprise, j'estimais le coût administratif des subventions à projet de recherche entre 20 et 30 % des sommes distribuées. Mais ne pas prendre le sujet de face conduira à la poursuite de ces dérives technocratiques.

A l'université ou au CNRS, les directeurs de laboratoires nommés pour leur expertise scientifique passent un temps considérable à répondre à des appels à projet. Le taux de réussite qui peuvent parfois descendre à 12%: ils doivent remplir 8 dossiers pour en obtenir un !

L'apprentissage bénéficie principalement à l'artisanat qui ont des belles capacités de formations professionnelles. Soyons prudents avant de définir les coupes dans ces dépenses.

L'apprentissage a été une mine d'or pour les écoles privées car elles ont mieux su gérer ce type de contrats dans l'enseignement supérieur. La France a des frais de gestion des projets bien plus grands que ceux de l'Allemagne.

La Sécurité sociale facture de 5 à 7 % de frais de gestion. Les mutuelles sont au-dessus de 15%. Une université de Grenoble a 6000 administratifs pour 6000 enseignants. Il faut rester prudent sur ce type de chiffres et de comparaisons. Mais les rejeter de manière systématique est tout aussi mauvais.

Les collectivités territoriales sont peu mises à contribution pour les réductions des coûts : quels effets en matière de politique publique et de coûts de la création des métropoles et des nouvelles régions ?

La présidente de la région Ile de France plaide pour supprimer l'ADEME qui a un budget de 5 milliards. Les niches fiscales sont toutes protégées par un lobby. Faut-il s'offrir un Elon Musk ? Il y a un risque que les pressions financières conduisent à des méthodes bien plus rudes.

Jean Jacques Queyrane était venu au Club et avait présenté l'étude parlementaire des niches fiscales qu'il avait faite. Tout sujet était protégé par un lobby prêt à mordre. La réalité de l'intérêt économique qui l'avait créée n'est jamais vérifiée.

Cela va devenir un sujet politique de clivage. Les entrepreneurs n'en peuvent plus de ces coûts administratifs. Mais sans conclure de la même façon sur ce dont ils bénéficient.

Nous avons tout ce qu'il faut pour l'évaluation des politiques publiques ; la difficulté vient de la capacité des ministres à en tirer les conséquences. Eric Lombard est un de ceux qui a cette capacité mais il aurait besoin d'une continuité politique. On peut espérer que notre gouvernement sera encore là dans un an. Et retrouver ainsi une certaine continuité de l'action politique.

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €  
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

**pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)**

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>